

L'HÉRITAGE DE MENDÈS FRANCE

DU MÊME AUTEUR

La Morale de l'histoire
Mitterrand-Mendès France, 1943-1994
Seuil, « L'épreuve des faits », 1994

La Véritable Histoire
de la Grande Bibliothèque
Seuil, « L'épreuve des faits », 2002

FRANÇOIS STASSE

L'HÉRITAGE DE MENDÈS FRANCE

Une éthique de la république

ÉDITIONS DU SEUIL
27, rue Jacob, Paris VI^e

ISBN 2-02-029865-1

© Éditions du Seuil, février 2004

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

L'État républicain a la vertu pour principe.

MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*
Livre V, chapitre 1.

La référence mendésiste

Un demi-siècle après que Pierre Mendès France a exercé le pouvoir, sa stature morale occupe dans la mémoire collective une place plus éminente que son bilan gouvernemental. La mystique mendésiste a désormais dépassé la réalité historique. C'est pourquoi le présent ouvrage n'est pas une nouvelle biographie de Mendès France¹, mais une réflexion sur les valeurs qui font de son héritage une référence politique.

Déjà, lors de sa disparition, en 1982, la presse a évoqué son passé d'homme d'État mais a surtout rendu hommage au « dernier des Justes » ainsi qu'à « la conscience de la République ». Si Charles de Gaulle représente une certaine idée de la nation française, Pierre Mendès France incarne une certaine éthique de la république.

Une telle empreinte est originale. Il est plus habituel que les hommes politiques marquent leur territoire et, pour les plus grands, leur légende, par la trace de leurs actes. On laisse aux philosophes, aux poètes et aux juristes le soin d'exprimer ce qui est bon et ce qui est juste. Est-ce à dire que Mendès France ne fut pas vraiment un homme politique

1. La biographie qui fait autorité à ce jour est celle de Jean Lacouture, *Pierre Mendès France*, Seuil, 1981, réédition « Points Histoire », n° 1058.

mais d'abord un penseur de la cité ? Assurément non. Lui-même se décrivait comme acteur du monde politique et sa vie en témoigne. Pour comprendre dans quelles circonstances concrètes s'est forgée la figure mendésiste, il convient de rappeler les grandes étapes de son engagement.

Né le 11 janvier 1907 à Paris, Pierre Mendès France fait ses études au lycée Turgot puis s'inscrit à l'École des sciences politiques et à la faculté de droit où il se forme à la profession d'avocat. Au milieu des années vingt, il prend la tête d'un mouvement de jeunesse impliqué dans la lutte contre les ligues d'extrême droite qui prolifèrent alors. En 1932, sous la bannière du parti radical, la grande formation de centre gauche de l'époque, il obtient son premier mandat électoral. Il est élu député de l'Eure, département dont il présidera le Conseil général de 1945 à 1958. Dans ce même département, il sera également maire de la ville de Louviers de 1935 à 1958, à l'exception, bien sûr, des années de guerre. À 31 ans, en 1938, il est appelé par Léon Blum pour intégrer le gouvernement de Front populaire. Ce dernier vit la fin de son aventure et Mendès France n'occupe les fonctions de sous-secrétaire d'État au Trésor que pendant un mois. Cette brève période lui suffit cependant pour construire une réputation de compétence économique et financière qui ne le quittera jamais plus.

La guerre

Arrive la guerre. Lieutenant de réserve, Mendès France est remobilisé et part aussitôt au combat. Le 21 juin 1940, constatant la débâcle, il embarque à Bordeaux sur le *Massilia* afin de poursuivre la guerre contre l'Allemagne nazie depuis l'Afrique du Nord. L'armistice qui intervient le 22 juin

laisse les mains libres à Pétain et au régime de Vichy. Ce dernier cherche à livrer à la vindicte publique des responsables de la défaite. Les hommes politiques de la III^e République honnie qui ont « déserté » la France pour « fuir » au Maroc sont des cibles idéales, surtout s'ils sont juifs, ce qui est le cas de Georges Mandel, de Jean Zay ou de Pierre Mendès France. Nombre d'entre eux sont arrêtés peu après leur arrivée à Casablanca. Mendès France est transféré à Clermont-Ferrand où un simulacre de procès a lieu devant un tribunal au garde-à-vous, selon l'expression cinglante de Jean-Denis Bredin². Mendès France est condamné à six ans de prison et n'échappe au sort de ses amis et compagnons, assassinés par la Milice, que parce qu'il réussit à s'évader rapidement.

Il rejoint Londres. De Gaulle se félicite de voir venir à lui une des jeunes figures du Front populaire. Mais Mendès refuse le poste politique que le chef de la France libre lui propose. Il veut repartir au combat. Ayant reçu une formation d'aviateur, il s'engage dans le groupe Lorraine basé dans le Surrey et, jusqu'à l'automne 1943, participe à de nombreuses missions de bombardement d'objectifs allemands sur le continent. En novembre 1943, le général de Gaulle l'appelle pour prendre la responsabilité des affaires financières au sein du Comité français de libération nationale qu'il vient de créer à Alger. Cette fois-ci, Mendès accepte. En janvier 1944, le Comité est transformé par de Gaulle en Gouvernement provisoire de la République française. Mendès France y occupe les fonctions de ministre de l'Économie nationale.

Une telle tâche consiste à préparer le relèvement et la reconstruction du pays dès que celui-ci sera libéré. On ima-

2. Jean-Denis Bredin, *Un tribunal au garde-à-vous. Le procès de Pierre Mendès France*, Fayard, 2002.

gine combien elle est exaltante. Mais Mendès France ne veut pas se laisser emporter par l'enthousiasme de la Libération. Il s'agit de remettre sur pied l'économie française dans les meilleures conditions possibles, ce qui impose à ses yeux de consacrer les maigres ressources d'un pays exsangue à investir et non pas à consommer. Sa logique est implacable sur le plan économique, mais elle se heurte à la position du général de Gaulle, partagée par son ministre des Finances, René Pleven, qui estime que l'on ne peut pas demander trop d'efforts supplémentaires à une population qui vient de subir plusieurs années de privations. Le gouvernement va donc céder aux revendications salariales, ce que Mendès ne peut accepter. Il écrit le 18 janvier 1945 à de Gaulle une lettre de démission qui constitue un concentré de la rigueur mendésiste. Après avoir assené au général que « distribuer de l'argent à tout le monde sans en reprendre à personne, c'est entretenir un mirage », il reproche à la démarche gaullienne de n'être ni assez cohérente ni assez courageuse : « Pouvons-nous mener la France sur le chemin de la grandeur et poursuivre en même temps une politique de facilité dans le domaine financier et économique³ ? »

De Gaulle n'accepte la démission de son ministre de l'Économie qu'en avril 1945. Commence alors pour Mendès France une traversée du désert de neuf ans. Toute la classe politique redoute la force de caractère, voire l'intransigeance de celui qui a tenu tête à de Gaulle. La presse évoque même l'image d'un « Churchill français⁴ ». Cette réputation qui le tient éloigné du pouvoir par temps calme redevient un atout en temps de crise.

3. Pierre Mendès France, *Œuvres complètes*, Gallimard, 1985, t. 2, p. 120 et 123.

4. Claude Estier, *L'Observateur*, 11 juin 1953.

Le pouvoir

Le 7 mai 1954, la bataille de Diên Biên Phu, huit ans après le début de l'insurrection nationaliste en Indochine, sonne le glas de la présence française. Mendès France répétait inlassablement depuis le début des années cinquante qu'un pays de moyenne puissance comme la France n'avait pas les capacités de soutenir seul une guerre à douze mille kilomètres de ses frontières. Au lendemain de Diên Biên Phu, cette analyse est en quelque sorte validée par le verdict des armes. Mendès France est donc appelé à former un nouveau gouvernement et reçoit l'investiture d'une large majorité de l'Assemblée nationale le 18 juin 1954. En deux mois, il dénoue deux problèmes majeurs : d'une part, les accords de Genève du 20 juillet rétablissent la paix en Indochine dans des conditions que les observateurs jugent positives pour les intérêts français et occidentaux ; d'autre part, la déclaration de Carthage du 31 juillet annonce l'autonomie interne de la Tunisie et engage ce pays dans la voie d'une décolonisation pacifique. Mendès France trouve également une solution de repli après le rejet parlementaire de la Communauté européenne de défense en signant en octobre les accords de Londres qui autorisent le réarmement de l'Allemagne en échange de la renonciation de ce pays à l'arme nucléaire.

Pierre Mendès France et son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, ne surmontent pas le nouveau problème qui surgit le 1^{er} novembre 1954 lorsqu'aux quatre coins de l'Algérie une vague d'attentats annonce – mais personne ne le comprend immédiatement – le début de la guerre d'indépendance. Le gouvernement renforce aussitôt les moyens militaires destinés à protéger la sécurité des Français d'Algérie. Il décide également d'engager une politique visant à mieux associer les populations musulmanes à

la gestion des affaires de ce territoire, à lutter contre la fraude électorale et à sanctionner les exactions policières. Ces dernières mesures ne sont pas acceptées par le lobby colonial qui y voit un affaiblissement de son pouvoir. Son influence est grande au Parlement, y compris au sein de la famille radicale de Mendès France, si bien que le 5 février 1955 l'Assemblée nationale met le gouvernement en minorité.

Au moment où Mendès France quitte le pouvoir, l'opinion publique ne pense pas que cela soit pour longtemps. Cet homme encore jeune semble en réserve de la République. Dans les mois qui suivent, il s'assure le contrôle du parti radical afin de renforcer sa position sur l'échiquier politique. Il prend la tête du Front républicain qui, associant le parti radical, le parti socialiste et diverses petites formations, remporte les élections législatives de janvier 1956. Alors que l'on s'attend à ce que le président de la République fasse de nouveau appel à lui, c'est Guy Mollet, le leader socialiste, qui est désigné pour former le gouvernement. Après avoir hésité, Mendès France accepte d'y participer en qualité de ministre d'État, sans attribution particulière. Mais très vite il entre en conflit avec la politique répressive menée par Guy Mollet en Algérie. Le 23 mai 1956, il démissionne en lui adressant une lettre très sévère sur une action qu'il juge contraire aux droits de l'homme et sans issue politique⁵.

La crise algérienne s'aggrave et finit par emporter le régime lui-même en mai 1958. Pierre Mendès France voit revenir le général de Gaulle au pouvoir avec un mélange d'émotion nostalgique et d'indignation républicaine. Comment ne pas céder à l'émotion, au souvenir de l'homme du 18 juin 1940 aux côtés duquel il a combattu à Londres et à Alger et dont il fut le ministre aux heures intenses et glorieuses de la Libération ? Mais comment échapper à l'indi-

5. Cf. *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 4, p. 187.

gnation de voir le même homme faire plier la République, fût-elle instable et incapable, sous les menaces à peine voilées de parachutistes insurgés et de commandos factieux, soigneusement organisés par ses obligés ?

La V^e République

Le républicain Mendès France ne peut accepter, non pas le principe du retour au pouvoir du général de Gaulle, mais les conditions de celui-ci. À cette rupture morale s'ajoute, en octobre suivant, une rupture juridique et politique autour de la Constitution de la nouvelle V^e République. Celle-ci confère au chef de l'État une prééminence sur le parlement que Mendès France juge incompatible avec la tradition républicaine. Le fossé devient infranchissable en 1962 lorsque de Gaulle fait adopter par référendum la réforme de l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Mendès France y voit la consécration d'un régime personnel de nature césariste, aux antipodes de ses convictions démocratiques.

Au lendemain du coup d'État du 2 décembre 1851, Victor Hugo s'exile à l'étranger, manifestant une hostilité irréductible aux méthodes antirépublicaines du bonapartisme. À ceux qui, lorsque l'Empire s'adoucit, le pressèrent de revenir à Paris, il jeta sa célèbre réponse : « Quand la liberté rentrera, je rentrerai. » Ce furent dix-neuf ans d'exil. Au lendemain du 13 mai 1958, Pierre Mendès France ne quitte pas le pays, mais il se place dans une sorte d'exil intérieur, refusant obstinément d'inscrire son combat politique dans le nouveau cadre institutionnel de la V^e République.

Il s'attache, dans les années soixante, à renouveler les idées de la gauche, convaincu qu'elle doit se préparer à prendre ses responsabilités pour le jour où, inéluctablement estime-t-il, le pouvoir personnel sera chassé par le peuple. Il adhère à un

nouveau parti, le PSU (parti socialiste unifié), qui, entre les socialistes dont l'honneur s'est perdu en Algérie et les communistes qui n'ont pas renié les régimes totalitaires de l'Est, tente de réinventer un socialisme démocratique. Dans cet esprit, il publie en 1962 *La République moderne*⁶, ouvrage qui concentre ses réflexions institutionnelles, économiques et sociales. Son hostilité absolue au schéma de la V^e République le conduit à renoncer à être candidat en 1965 lors de la première élection du président de la République au suffrage universel dont il conteste le principe même. La gauche perdant ainsi son candidat le plus prestigieux trouve en François Mitterrand un porte-parole qu'elle pense transitoire car elle ne croit guère à ses chances. À la surprise de beaucoup, et peut-être de Mendès France lui-même, Mitterrand réussit à mettre de Gaulle en ballottage au premier tour et à rassembler 45 % des voix au second. L'ancien ministre de Mendès France conquiert ainsi la première place à gauche, place qu'il conservera pendant plus de trois décennies.

Le destin vacille cependant une dernière fois. Lors de l'insaisissable mouvement de mai 1968, les manettes institutionnelles ne répondent plus. L'impuissance puis, avec la disparition de De Gaulle le 29 mai, l'évanouissement du pouvoir sont tels que l'idée d'un gouvernement Mendès France traverse soudain ces folles journées. Son prestige, son intégrité, son combat de toujours pour une démocratie moderne le rendent sympathique aux jeunes qui manifestent dans les rues et crédible pour ceux qui cherchent une issue responsable à la crise. Un malentendu est cependant perceptible entre un homme d'État dont l'ambition depuis dix ans est de restituer la république aux citoyens, notamment aux jeunes, en les invitant à prendre des responsabilités poli-

6. Gallimard, « Idées », 1962, réédition 1966, et *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 4, p. 739-888.

tiques, économiques, sociales, et un mouvement qui cherche d'abord à opérer une révolution culturelle. Là où Mendès France diagnostique une crise constitutionnelle, la jeunesse revendique de nouveaux rapports à l'autorité et une libération des mœurs. Ils s'apprécient mutuellement mais ne sont pas tout à fait sur la même longueur d'ondes.

Le renversement de situation réussi par de Gaulle et Pompidou lors des élections législatives de juin 1968 met fin aux derniers espoirs d'un retour de Mendès France au sommet de l'État. Il perd le siège de député qu'il avait conquis en 1967 à Grenoble puis commet l'erreur de s'engager aux côtés de son ami Gaston Defferre lors de l'élection présidentielle provoquée par le départ du général de Gaulle en 1969. La candidature socialiste de Defferre ne recueille que 5 % des voix. La gauche non communiste touche ainsi le fond. Ce sera l'œuvre historique de François Mitterrand que de l'y ramasser pour la conduire à la victoire politique de 1981.

Au cours des années soixante-dix, Mendès France voit les périls monter au Proche-Orient et consacre beaucoup d'énergie à tenter de rapprocher les points de vue israéliens et palestiniens afin que les uns et les autres vivent en paix dans deux États reconnus.

Lors des élections présidentielles de 1974 et de 1981, Mendès France soutient vigoureusement la candidature de François Mitterrand malgré une santé déclinante. Le 21 mai 1981, dans la salle des fêtes de l'Élysée où se déroule la cérémonie d'investiture du nouveau président de la République, celui-ci donne l'accolade à Pierre Mendès France en lui disant : « Sans vous, rien n'eût été possible ⁷. »

7. Sur les relations entre Mitterrand et Mendès France, voir François Stasse, *La Morale de l'histoire. Mitterrand-Mendès France, 1943-1982*, Seuil, 1994.

L'empreinte

Sa mort, le 18 octobre 1982 à Paris, consacre sa place dans le panthéon républicain. Mais son action, qui vient d'être brièvement évoquée, ne permet pas de comprendre, à elle seule, la stature et le prestige de Mendès France. Après tout, il n'a participé que quelques semaines au ministère Blum de Front populaire, que quelques mois au gouvernement de Gaulle de la Libération et il n'a lui-même dirigé les affaires de la France que pendant sept mois et demi. À l'aune de cette comptabilité, le bilan est dense mais limité. Il est vrai que, sur le même registre, le bilan de Jaurès qui n'a pas gouverné un seul jour, serait nul.

Le legs d'un homme d'État n'est donc pas constitué seulement de ses réalisations gouvernementales. Il comprend aussi la noblesse de ses idées, la cohérence de ses propositions, la justesse de ses combats. Et à cette mesure-là, l'empreinte laissée par Mendès France dans la mémoire nationale se conçoit mieux. Mais l'essentiel est encore ailleurs : Pierre Mendès France exprime d'abord et avant tout une autre vision de la politique, une autre manière de faire de la politique. Parce qu'elle est la recherche du bien commun, parce qu'elle tisse les liens de la citoyenneté, parce qu'elle décide aussi de la paix et de la guerre, la politique mérite le respect de chacun. Mais pour être respectée, la politique doit être exercée par des hommes et des femmes respectables. Mendès France est habité par cette conviction. Son message singulier, unique peut-être dans le xx^e siècle français, est que la dignité du politique est le socle de l'éthique républicaine.

Par souci de clarté, on a classé en trois parties les diverses composantes de cette éthique républicaine. En premier,

comme une sorte de préalable kantien à toute politique, vient l'exigence de vertu et de courage civiques. Puis l'idéal démocratique doit trouver une traduction concrète ; il s'agit, par des procédures nouvelles, de généraliser la démocratie, ce qui passe par une critique des institutions de la V^e République. Enfin, cette éthique s'intéresse au développement économique et social ; face aux excès du marché libéral, elle affirme la prééminence de la volonté politique.

L'héritage mendésiste est formé de ces diverses composantes. Qu'en faire désormais ? On a tenté, dans une quatrième partie, de livrer quelques réflexions sur ce que pourrait être un mendésisme pour aujourd'hui. Ces quelques pistes n'ont nullement la prétention d'apporter une réponse complète et encore moins définitive à cette question. Elles ont pour seul objectif d'ouvrir un débat afin d'actualiser une conception de la république qui n'a sûrement pas épuisé sa fécondité.

Un ultime avertissement s'impose toutefois avant d'ouvrir ce débat : Mendès France n'aimait pas que l'on utilise le terme de mendésisme. Il craignait que ce mot en *isme* ne fige sa pensée et surtout son action dans une doctrine immobile. De Gaulle et même Marx avant lui avaient exprimé des réserves similaires à l'égard du gaullisme et du marxisme. Cela ne nous a pas semblé interdire l'usage de ce terme pour la simple raison que devant l'ampleur de l'apport de Pierre Mendès France à l'univers politique, on n'en voit guère d'autre capable d'en exprimer la synthèse. En revanche, la réserve émise par l'ancien président du Conseil impose aux analystes, exégètes ou critiques de son œuvre, de toujours replacer celle-ci dans le cadre d'une action politique, c'est-à-dire dans un cadre mouvant, dynamique. Le mendésisme n'est pas une doctrine intellectuelle. Ce sont les valeurs d'un acteur de la vie publique.

PREMIÈRE PARTIE

La morale républicaine

